



# LE STATUT D'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ

## DOUANE - ENTREPRISE

### REPÈRES

Pour simplifier et sécuriser vos échanges à l'international, la douane vous propose de devenir opérateur économique agréé (OEA).

Etre certifié OEA, c'est, au terme d'une démarche projet douane-entreprise, obtenir un label de confiance douanier européen, reconnu sur la scène internationale. C'est bénéficier, sous réserve de répondre aux critères requis, de facilités en matière de procédures douanières ou de contrôles douaniers liés à la sécurité et la sûreté. C'est, enfin, se donner un important avantage commercial et concurrentiel.



Direction Générale des Douanes  
et Droits Indirects

Bureau Information et Communication  
11, rue des deux Communes  
93558 MONTREUIL CEDEX

[www.douane.budget.gouv.fr](http://www.douane.budget.gouv.fr)

Les étapes clés de vos démarches à  
l'international <http://import-export.gouv.fr>

Infos Douane Service

Numéro Azur  
**0 811 20 44 44**  
Coût d'un appel local depuis un poste fixe

JUILLET 2012

### POURQUOI ENTRER DANS LA DEMARCHE OEA ?

- PARCE QUE VOUS ÊTES UN ACTEUR ET UN PARTENAIRE FIABLE DU COMMERCE INTERNATIONAL.
- PARCE QUE VOUS VOULEZ UN LABEL DE CONFIANCE DÉLIVRÉ SUR LE PLAN COMMUNAUTAIRE ET RECONNU SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.
- PARCE QUE L'OEA VOUS PROCURE DES AVANTAGES SUR LES PLANS COMMERCIAL ET DOUANIER.
- PARCE QUE VOUS AVEZ DÉJÀ EU UN AUDIT DOUANIER DANS LE CADRE DE VOS PROCÉDURES DOMICILIÉES.

Les avantages apportés par le statut d'opérateur économique agréé sont nombreux. Au-delà des facilités octroyées par la législation sur les plans douanier et sécurité-sûreté, la démarche de certification OEA est structurante pour l'entreprise. Elle lui permet d'évaluer, puis de contrôler ses processus en matière de douane, mais aussi de sécurité-sûreté. Son organisation est optimisée par une prise en compte de la fonction douane et logistique, une meilleure communication entre les employés et la mise en place ou l'amélioration d'outils de lisibilité et de contrôle interne.

Une relation de confiance s'instaure avec la douane qui devient le partenaire de l'entreprise. Les échanges sont facilités avec les pays signataires d'accords internationaux reconnaissant le statut OEA. Dans les relations commerciales la certification OEA apporte en outre un réel avantage concurrentiel.

### QU'EST-CE QUE L'OEA ?

L'OEA est une démarche volontaire et partenariale avec la douane. Le statut d'OEA permet à toute entreprise exerçant une activité liée au commerce international (PME ou grande entreprise) d'acquérir un label de qualité sur les processus douaniers et sécurité-sûreté qu'elle met en œuvre. Il permet de distinguer les entreprises les plus fiables. Délivré par la douane française, il est reconnu dans toute l'Union Européenne et dans les pays signataires d'accords de reconnaissance mutuelle.

Il est attribué à toute entreprise établie au sein de l'Union européenne qui remplit certains critères définis par la réglementation communautaire.

## LES TROIS SORTES DE CERTIFICATS OEA

### 1. CERTIFICAT AEO-C<sup>1</sup> : Simplifications douanières pour les entreprises remplissant les critères :

- d'antécédents douaniers satisfaisants
- de système efficace de gestion des écritures
- de solvabilité financière

critères identiques à ceux demandés pour obtenir une procédure domiciliée

#### AVANTAGES

- Modulation des taux de contrôles physiques et documentaires ;
- Traitement prioritaire des envois en cas de sélection à un contrôle douanier ;
- Dispense de garantie financière ;
- Priorité aux analyses laboratoire lors des contrôles de produits soumis à normes ;
- Renouvellement ou facilité d'octroi de procédures domiciliées [(Procédure de dédouanement à domicile (PDD), Procédure de domiciliation unique (PDU), Procédure de domiciliation unique communautaire (PDUC)] sous réserve de formalités minimales (dépôt de l'annexe 67 des Dispositions d'application communautaires (DAC) ;
- Priorité de traitement et accompagnement personnalisé lors de l'octroi de facilitations liées au dédouanement.

### 2. CERTIFICAT AEO-S<sup>2</sup> : Sécurité et Sûreté pour les entreprises remplissant les critères :

- d'antécédents douaniers satisfaisants
- de système efficace de gestion des écritures
- de solvabilité financière
- de normes appropriées de sécurité et de sûreté

#### AVANTAGES

- Notification préalable des contrôles douaniers ;
- Réduction des données à fournir pour les déclarations sommaires ;
- Facilités liées à la signature des accords de reconnaissance mutuelle entre l'UE et les pays tiers.

### 3. CERTIFICAT AEO-F<sup>3</sup> : Simplifications douanières/Sécurité et Sûreté pour les entreprises remplissant tous les critères des deux certificats AEO-C et AEO-S.

**AVANTAGE :** cumule l'ensemble des bénéfices de l'AEO-C et de l'AEO-S.

## QUI EST ÉLIGIBLE AU STATUT D'OEA ?

Tous les acteurs de la chaîne logistique internationale, quelle que soit leur taille : importateurs, exportateurs, transporteurs, logisticiens, entités (aéroportuaires chargées de l'acheminement et du stockage temporaire de fret), commissionnaires en douane et de transport. Une entreprise dont l'activité se limite à des flux strictement nationaux ou intracommunautaires n'est pas concernée par le statut OEA-C. Elle peut en revanche être concernée par le statut OEA-S si la marchandise qu'elle manipule (stockage, transport, etc.) intégrera durant son cycle de vie la chaîne logistique internationale

**Une certification accessible aux PME :** Les entreprises, quelle que soit leur taille, sont tenues de remplir les critères OEA. Les auditeurs tiennent cependant compte de la taille de l'entreprise pour apprécier sa conformité aux critères OEA. Par exemple, pour les PME : exigence d'une formalisation moindre au regard de certaines procédures (telle que la gestion des absences), la non exigence du « badgeage » du personnel pourra être examinée au cas par cas.

L'acronyme anglais a été retenu pour la dénomination des certificats :

<sup>1</sup> AEO-C : AEO Customs (OEA Simplifications douanières)

<sup>2</sup> AEO-S : AEO Security and Safety (OEA Sécurité et Sûreté)

<sup>3</sup> AEO-F : AEO Full (OEA Simplifications douanières/Sécurité et Sûreté)

## LA PRÉPARATION DE LA DEMANDE

Vous devez mettre en place une démarche en « mode projet » afin d'obtenir la certification OEA. Il est préconisé que chaque entreprise, en tenant compte de ses contraintes propres, désigne un responsable du projet OEA chargé de coordonner la démarche OEA. Cette personne doit être en capacité de réunir l'ensemble des services ou acteurs concernés dans l'entreprise et d'entretenir des contacts réguliers avec la douane. Son rôle consiste à :

- **coordonner la phase d'auto-évaluation** : préparation du questionnaire d'auto-évaluation (QAE) par la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés afin de garantir la cohérence des réponses ;
- **fixer un calendrier d'avancement du dossier** : points d'étape réguliers avec la cellule conseil aux entreprises (CCE) afin de résoudre les éventuelles difficultés rencontrées ;
- **être le point de contact de la douane**, pendant toute la durée de l'audit ;
- **s'assurer que l'entreprise continue de respecter les obligations liées à la certification, et, le cas échéant, informer la douane de tout changement important** intervenu dans la situation de l'entreprise, une fois la société certifiée.

La cellule conseil aux entreprises (CCE) de votre pôle d'action économique (PAE) est là pour vous aider à préparer la certification.

## LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-ÉVALUATION (QAE)

Le questionnaire d'auto-évaluation est un document communautaire harmonisé pour vous auto-évaluer en amont du dépôt d'une demande. Il vous permet en outre de jauger votre capacité à répondre aux critères OEA et facilite le travail ultérieur des auditeurs douaniers.

Il se compose de 200 questions portant sur tous les domaines couverts par les critères requis pour l'octroi des trois statuts OEA. Elles sont réparties en trois parties distinctes :

1. CONNAISSANCE GÉNÉRALE DE L'ENTREPRISE
2. SIMPLIFICATIONS DOUANIERES
3. SECURITE – SÛRETE

**BON À SAVOIR** : *Le questionnaire couvre la majorité des situations que peuvent rencontrer les entreprises (par exemple, plusieurs places dans la chaîne logistique et recours fréquent à la sous-traitance). Dans ces conditions, la plupart des entreprises auront la possibilité de répondre « non concerné » à de nombreuses questions.*

Quelles sont les parties à renseigner ?

Cette question dépend du certificat sollicité :

- Je sollicite l'OEA « Simplifications douanières » AEO C ► parties 1, 2 ;
- Je sollicite l'OEA « Sécurité-sûreté » AEO S ► parties 1, 2 et 3 ;
- Je sollicite l'OEA complet AEO F ► parties 1, 2 et 3.

## COMMENT ET AUPRÈS DE QUI DÉPOSER VOTRE DEMANDE ?

Deux possibilités :

**1. par voie électronique via le portail Prodou@ne.** Cette option nécessite au préalable l'ouverture d'un compte Prodou@ne et d'opter pour le statut « d'opérateur Prodou@ne » (création d'un compte Prodou@ne certifié). Si vous effectuez vos formalités douanières au moyen de l'application Delt@, vous disposez déjà d'un compte certifié.

**2. à défaut, par écrit en adressant la demande à l'adresse suivante :**

**Direction générale des douanes et droits indirects**  
Bureau Politique du dédouanement (E3) / Cellule OEA  
11, rue des Deux communes  
93558 Montreuil Cedex

Le dépôt de votre demande par voie électronique, via le portail [Prodou@ne](mailto:Prodou@ne), est recommandé car il vous permet de suivre en ligne l'évolution de son traitement.

Documents nécessaires au moment du dépôt :

- formulaire de demande (en ligne ou papier) ;
- questionnaire d'auto-évaluation (QAE) ;
- organigramme des principaux responsables (contenant les noms + prénoms) ;
- K-Bis (moins de 3 mois).

Les formulaires de demande OEA, le questionnaire d'auto-évaluation et le formulaire de création d'un compte [Prodou@ne](mailto:Prodou@ne) certifié sont téléchargeables sur le site [www.douane.budget.gouv.fr](http://www.douane.budget.gouv.fr).

Rapprochez-vous de la cellule conseil aux entreprises (CCE) du pôle d'action économiques (PAE) de la Direction régionale des douanes dont vous dépendez. Ils vous aideront dans vos formalités d'inscription.

## COMMENT SE DÉROULE L'AUDIT DE CERTIFICATION ?

Dès que la demande est jugée recevable par la direction générale des douanes et droits indirects, un service régional d'audit (SRA) est désigné, voire plusieurs si nécessaire.

Un calendrier est fixé avec les auditeurs pour déterminer les rendez-vous. Seuls sont audités les sites où il existe une activité douanière (dédouanement, stockage de marchandises tierces ou en attente d'exportation). L'audit douanier est basé sur l'examen de l'organisation interne de l'entreprise et des processus utilisés (comptabilité, dédouanement, transport, logistique, sécurité et sûreté). Les auditeurs évaluent en particulier la qualité de la formalisation des procédures et les contrôles internes mis en place pour en assurer le respect.

## COMBIEN DE TEMPS CELA PREND-IL ?

Quels que soient le certificat demandé et la taille de votre entreprise, un délai de préparation de 9 à 12 mois est à prévoir.

Une fois la demande déposée, le délai de traitement dépend de la nature du certificat sollicité, du nombre de sites à visiter, de la taille ou de la complexité de l'entreprise, de la disponibilité des SRA, mais aussi parfois de la disponibilité et de la réactivité des intervenants (présence impérative des responsables des services concernés, mise à disposition ou transmission de la documentation demandée ou requise). La législation communautaire oblige les douanes européennes à se prononcer sur toute demande déposée dans un délai maximum de 180 jours à compter de la date de réception de la demande complète.

## LE SUIVI DE LA CERTIFICATION

La validité du certificat AEO est permanente. Une fois certifié OEA, vous devez :

- assurer le respect constant des processus douaniers audités et validés ;
- mettre en place des mesures correctrices en cas de dysfonctionnement ;
- accepter d'être ré-audité à intervalle régulier lors d'audits de suivi (au moins une fois tous les 3 ans) ;
- informer le PAE dont vous dépendez de toute modification relative à l'entreprise (raison sociale, coordonnées bancaires, organigramme, régimes douaniers sollicités...) ;
- entretenir avec la douane des relations partenariales de confiance.